

LES BANQUES S'ENGRAISSENT, LE PEUPLE SANS GRECE !

La pensée économique libérale affirme depuis quelques jours que la Grèce va mieux après avoir mis en œuvre les réformes d'austérité imposées par le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne et la Commission européenne. Pour Force Ouvrière, la violence de ces propos est inversement proportionnelle à la réalité.

Le bilan économique de ces années ? Depuis 2009, le PIB a chuté de 25 %, le chômage passe la barre des 20 % de la population active et des 50 % chez les jeunes, les pensions ont baissé de 40 %, le salaire minimum a perdu 200 euros – moins de 600 euros par mois – et 25 % de la population vit sous le seuil de pauvreté... 1/3 de la population travaille à temps partiel pour une rémunération à peine plus élevée que le seuil de pauvreté. La moitié de la population la plus pauvre a vu ses impôts augmenter de 337 % quand la moitié la plus aisée de 9 % !

Quelles conséquences sociales ? Plus de 300 000 Grecs ont émigré pour trouver un avenir qu'ils n'ont plus en Grèce, la prostitution chez les jeunes étudiantes a explosé, la consommation d'anxiolytiques a été multipliée par 19, celle des psychotropes par [REDACTED] et des antidépresseurs par 11. Les suicides ont augmenté de 35 %. Le taux de pauvreté infantile est de plus de 26 %. 45 % d'enfants n'ont pas accès aux produits et services de base (nutrition, chauffage, santé...).

Quelles conséquences sanitaires ? Pour Force Ouvrière, il est inacceptable que dans un pays de l'Union européenne, qui de son côté se gargarise d'avoir adopté un socle européen des droits sociaux qui n'aboutit aujourd'hui à rien de concret, les travailleurs et l'ensemble de la population se voit dans l'obligation de choisir entre manger, se chauffer ou se soigner. Les revenus du travail ne permettent plus aux salariés et à leurs familles de vivre dignement dans un contexte où les droits fondamentaux sont mis en pâture par les créanciers. 32 % du peuple grec ne se soigne plus, les soins et les médicaments étant devenus trop chers.

Et la Grèce va mieux nous dit-on ? Pendant que le peuple fait chou blanc, les financiers font choux gras. Les éternels « premiers de cordée » se repaissent d'une Grèce dépecée en moins d'une décennie au profit des intérêts privés et financiers : privatisation de nombreux services publics dont le service des eaux qui est un bien commun, coupes drastiques dans d'autres ne permettant plus par exemple de faire face à des catastrophes tels que les incendies de cet été, vente des intérêts économiques grecs dont les ports et aéroports. Quant aux intérêts engrangés sur la « crise grecque » par les banques centrales... ils s'élèvent à plus de 8 milliards...

Force Ouvrière apporte son soutien aux travailleurs grecs et dénonce la crise humanitaire engendrée par la rapacité néolibérale.

Paris, le 22 août 2018

Marjorie ALEXANDRE

Secrétaire confédérale

Département des Relations Internationales et des Droits Fondamentaux

malexandre@force-ouvriere.fr